

FOURNIER, Marcel, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979. 167 p. \$9.00.

Andrée Lévesque

Volume 34, numéro 3, décembre 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303885ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303885ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lévesque, A. (1980). Compte rendu de [FOURNIER, Marcel, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979. 167 p. \$9.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34(3), 441-444. <https://doi.org/10.7202/303885ar>

FOURNIER, Marcel, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*. Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1979. 167 p. \$9.00.

Les spécialistes en histoire du Québec attendaient depuis longtemps la publication de la thèse de maîtrise de Marcel Fournier. Un article dans *Socialisme 69* nous avait déjà laissés sur notre appétit et c'est peut-être à cause de cette longue attente qu'il faut avouer notre déception.

L'erreur la plus flagrante dans l'ouvrage de Fournier réside dans le titre: il ne s'agit pas du communisme et de l'anticommunisme au Québec de 1920 à 1950 mais bien de la perception qu'en avaient certains militants francophones. L'auteur a voulu redonner «la parole à ceux qui furent les témoins de l'histoire du mouvement communiste au Québec» (p. 11); il s'est acquitté de cette tâche auprès de témoins francophones dont on aurait aimé connaître le nombre et, tout en protégeant l'anonymat, certains détails biographiques. Par contre, l'auteur affirme dans la toute dernière phrase du dernier chapitre:

...cette démarche intellectuelle qui conduit à mettre en lumière les conditions de développement d'un mouvement politique comme le P.C. permet de reconnaître et de démontrer que ce mouvement ne

peut prétendre faire l'histoire qu'à la condition de s'inscrire lui-même dans l'histoire (à la fois internationale et locale) (p. 128).

Or, en se limitant aux témoignages de contemporains et à une partie de la presse communiste, l'auteur ne contribue que dans une faible mesure à inscrire le Parti dans l'histoire internationale et locale. Pendant la période à l'étude, le Parti communiste du Canada est un parti extrêmement centralisé dont l'évolution est étroitement liée à celle de la IIIe Internationale communiste. En négligeant d'explicitier les décisions de cette dernière, on ajoute peu à la compréhension du mouvement communiste au Canada. Certes, Fournier mentionne que le Parti agit conformément aux directives de l'Internationale, mais il aurait fallu aller plus loin surtout lorsqu'il discute des grands changements d'orientation de la ligne du Parti en 1935 et en 1939.

L'histoire orale, source inestimable quand l'époque étudiée le permet, doit autant que possible être vérifiée, juxtaposée et confrontée aux sources manuscrites et publiées. Une grande partie des archives québécoises concernant le communisme ont été détruites après avoir été saisies lors des nombreuses descentes effectuées par la police provinciale, et le fonds du PCC récemment déposé aux Archives publiques du Canada ne sera probablement pas disponible aux chercheurs avant la fin de 1981, mais il reste quand même d'autres sources à explorer. Les Archives publiques de l'Ontario possèdent une collection remarquable de tous les documents saisis lors de l'arrestation de Tim Buck en août 1931. La correspondance et les rapports qui s'y trouvent concernant le district numéro deux (Québec) jettent de la lumière sur la période 1920-1931 et sur les activités du Parti au Québec, telles que vues par le Comité Central d'où émanent les décisions. Aux APC, le fonds Kaplanski nous renseigne sur le Parti ouvrier du Canada et sur ses relations avec le mouvement syndical, le PCC et le CCF. On ne peut vraiment pas dire, comme l'affirme l'auteur, que «le Parti ouvrier disparaîtra à toutes fins utiles au moment de la Crise économique» (p. 36). C'est sous sa bannière que se présentera Jean Péron comme candidat dans Saint-Jacques aux élections fédérales de 1935, ainsi que C.A. Perry dans Saint-Denis et Robert Menary dans Sainte-Anne.

Nous ne sommes pas en présence d'une thèse bien argumentée mais plutôt d'une narration couronnée par une postface dans laquelle l'auteur passe en revue les principaux facteurs d'explication de l'échec du PCC au Québec. Il note la spécificité de la société québécoise, du système politique à deux niveaux, provincial et fédéral, reprend la notion de classe ethnique et souligne l'importance des réseaux de base. Il remarque que lorsque la situation économique, pendant la Crise, favorise la montée du communisme, le pouvoir clérical et conservateur agit comme un frein; par contre, après la guerre, la situation est inversée, en dépit des facteurs idéologiques plus favorables, la prospérité de l'économie joue en sa défava-

veur. Il est douteux que les facteurs idéologiques aient disparu au lendemain de la guerre, surtout durant la guerre froide; l'hypothèse — discordance entre la situation économique et les courants idéologiques — doit cependant être retenue.

On doit reprocher à l'auteur son manque de rigueur. Il conçoit la crise économique, par exemple, comme un moment historique aux limites imprécises et laisse parfois l'impression qu'elle s'est résorbée vers 1934-35 (pp. 24 et 44). Or, s'il y eut reprise de l'économie vers cette date, une foule d'indices tels le revenu, la production, les échanges commerciaux, l'emploi, indiquent qu'il faut attendre la Deuxième Guerre mondiale pour que l'économie remonte au niveau de 1929. Ainsi, le pourcentage d'ouvriers syndiqués en chômage au Québec passe de 9% en 1929, à un sommet de 29% en 1932, et ne fléchira à moins de 16% qu'en 1939.

L'anticommunisme du gouvernement Duplessis se manifeste lors de la fameuse «loi du cadenas» de 1937. L'auteur remarque que son adoption coïncide avec «la réorganisation des forces progressistes exclues du Pouvoir en 1936, avec la naissance d'un mouvement de sympathie à l'égard de l'URSS et d'un mouvement d'appui à la guerre d'Espagne, et, enfin, avec la radicalisation de certains éléments du mouvement syndical» (p. 53). Il aurait dû ajouter que le gouvernement libéral à Ottawa a abrogé l'article 98 du code criminel en 1936 à la suite de quoi une vaste campagne fut déclenchée au Québec. Qu'on se soit servi de l'anticommunisme à toutes les sauces pour divertir l'attention des problèmes économiques et politiques, soit, mais le mouvement n'était pas nouveau et n'avait guère fléchi depuis la peur du péril rouge qu'avait engendrée la Révolution russe en 1917.

Le Parti doit désormais opérer avec discrétion et sera victime de nombreuses descentes et saisies. Selon Fournier, la défaite de Duplessis en 1939 devait tout changer: «le P.C. peut enfin quitter la clandestinité et poursuivre publiquement ses activités de propagande» (p. 57). L'auteur semble oublier que l'élection provinciale a lieu en octobre, deux mois après la signature du pacte germano-soviétique et plus d'un mois après la déclaration de la guerre dans laquelle l'URSS se retrouve dans le camp ennemi. Il faudra attendre à la page 74 pour apprendre qu'en effet «l'activité politique clandestine de la Fédération [des jeunes travailleurs, organisation communiste,] est particulièrement intense au début de la guerre, entre 1939 et 1941, c'est-à-dire entre le pacte germano-soviétique et l'attaque de l'URSS par Hitler». L'avènement d'un nouveau gouvernement libéral à Québec n'a sûrement pas inauguré une ère de tolérance envers un Parti que la situation internationale rendait suspect. Le lecteur devrait être informé que le gouvernement fédéral, invoquant la Loi des Mesures de Guerre, interdit la publication des journaux communiste *Clarion* et *Clarté*. Le PCC deviendra illégal en juin 1940.

Certaines affirmations doivent être corrigées. Il est exagéré d'écrire que la loi de la Mobilisation en juin 1940 «ne soulève pas de protestations chez la population du Québec puisqu'elle n'est pas identifiée à la conscription» (p. 86). Chez certains comme André Laurendeau, le député René Chaloult, à l'Assemblée législative, et les députés Liguori Lacombe et Wilfrid Lacroix à la Chambre des Communes, elle est précisément identifiée à la conscription et provoque une réaction immédiate. Et ce n'est que deux mois plus tard que Camillien Houde, comme l'indique l'auteur, lance son appel à la désobéissance qui lui vaudra quelques années au camp de Petawawa. Notons enfin que l'élection partielle dans Cartier eut lieu en 1938 et non en 1936 (p. 50), et que le plébiscite se tint en 1942 et non en 1941 (p. 95).

Si l'ouvrage de Fournier est basé sur les témoignages de militants francophones, il faut garder ceux-ci en perspective. Ils ont toujours été une minorité même au Québec. D'après les informations fournies par les militants interrogés, ils constituaient de 1/4 à 1/5 des effectifs québécois de 1930 à 1947. Les chiffres présentés en page 47 ne correspondent pas à ceux qu'on retrouve dans les rapports du district no 2 ou même dans la presse du Parti. Ainsi, selon ces rapports, en 1930 il y aurait 160 membres à Montréal, soit deux fois plus que Fournier indique, et l'année suivante 280. Le nombre de francophones varie de 40 à 80. Les données fournies par le Parti sont peut-être aussi sujettes à caution que les informations des militants interrogés, mais il y a ici un écart important. Il en ressort que nous n'avons que la perception et la mémoire d'une minorité de militants de la région de Montréal. Il ne faudrait pas perdre de vue qu'il ne s'agit que d'une fraction des activités communistes au Québec, la plus grande partie étant assumée par d'autres groupes ethniques où les anglophones n'étaient pas toujours majoritaires non plus. L'auteur semble aussi confondre ces groupes et prendre la partie pour le tout. Il mentionne que «la participation des communistes aux conflits de travail demeure faible» (p. 77), et au paragraphe suivant poursuit: «l'action des militants de langue anglaise (sic) apparaît beaucoup plus influente». Dans ce cas-ci, les communistes dont on ne mentionne pas la langue sont des francophones.

Fournier a en main un matériel précieux, on en attendait peut-être trop. Une relecture du texte et la correction de certaines erreurs aurait suffi à mieux disposer le lecteur.

*Département d'histoire
Université d'Ottawa*

ANDRÉE LÉVESQUE